

La démocratie et sa discipline

Autor(en): **Bovet, E.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Wissen und Leben**

Band (Jahr): **16 (1915-1916)**

PDF erstellt am: **19.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-917281>

Nutzungsbedingungen

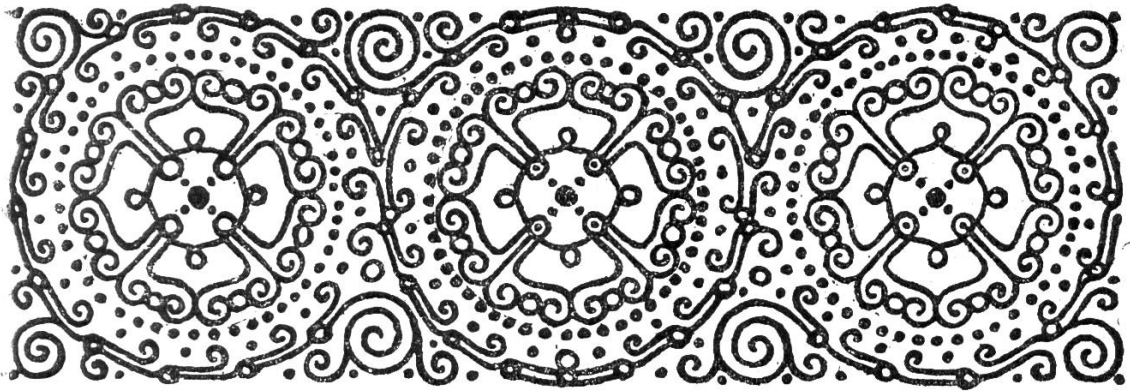
Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



LA DÉMOCRATIE ET SA DISCIPLINE¹⁾

De tous les problèmes nationaux qui nous préoccupent en Suisse, le plus essentiel, le plus brûlant, est certainement celui de la démocratie. Depuis huit ans j'ai souvent signalé la crise de l'idéal démocratique. Elle est évidente aujourd'hui. Il nous faut la constater et la traverser courageusement. — Les lecteurs de *Wissen und Leben* retrouveront ici quelques idées déjà émises précédemment et à plusieurs reprises; ils me pardonneront ces répétitions: il y a des principes sur lesquels il faut insister toujours, jusqu'à ce qu'ils soient chair de notre chair et sang de notre sang. C'est alors seulement que l'éducation nationale sera réalisable et féconde.

Il est frappant de voir combien souvent et combien légèrement on prononce le mot de „démocratie“ sans donner à ce mot une signification bien nette, ou identique pour tous les citoyens. Quand on parle de démocratie, les uns pensent avant tout aux droits illimités du peuple, d'autres pensent plutôt à une organisation économique, et pour d'autres enfin démocratie est synonyme de médiocrité. Il y a même des journalistes et des chefs politiques qui évitent de prononcer ce mot; ils semblent en avoir peur ...

A l'origine, c'est-à-dire dans la Grèce antique, où le mot et la chose sont nés tout d'abord, la démocratie avait un sens exclusivement politique, et signifiait le gouvernement par le peuple, — donc la République. Au cours des siècles cette notion s'est modifiée; selon les temps et selon les pays elle s'est élargie, ou

¹⁾ Texte un peu retouché d'une conférence faite en allemand à Olten le 14 mars, et en français à Bienne le 16 mars.

superficialisée ou déplacée, de sorte qu'aujourd'hui pour plusieurs — et même en Suisse! — l'idée de démocratie n'est plus inséparable de l'idée de république. Le parti socialiste a contribué pour une bonne part à cette transformation. Et comme depuis longtemps on s'est préoccupé des choses matérielles beaucoup plus que des idées, il en est résulté une confusion dont nous souffrons en Suisse d'une façon particulière.

Essayons d'esquisser quelques notions diverses et modernes de la démocratie, notions qu'on peut plus ou moins localiser géographiquement. Cette esquisse sera sommaire, parfois un peu brutale; mais on en verra l'utilité.

En Italie la civilisation très ancienne d'une part et le long esclavage politique d'autre part ont constitué peu à peu une notion de la démocratie qu'on pourrait appeler morale ou sociale, et qui n'a rien de commun avec la „Sozialdemokratie“. Au XIII^e siècle déjà les penseurs et les poètes italiens développaient cette idée que la valeur de l'homme n'est pas dans la noblesse de naissance, ni dans la richesse, mais uniquement dans la noblesse de l'âme. C'est la *gentilezza* (dans le sens latin du mot), à laquelle tout individu peut s'élever par son effort personnel, même s'il est pauvre et de naissance obscure. Dans cette notion il y a une bonne part de christianisme, mais d'autres éléments aussi qu'il serait trop long d'analyser ici. Disons simplement que cette noblesse de l'âme est une combinaison harmonieuse de l'idée chrétienne avec des idées antiques, combinaison favorisée par une histoire politique très particulière. Celui qui a formulé cet idéal de la façon la plus nette et la plus grandiose, c'est Dante Alighieri, déjà dans sa *Vita nuova* (1292), puis dans le *De Monarchia* et enfin dans la *Divine Comédie*. Cette notion est certainement démocratique, mais dans un sens social ou moral, et non point politique. — L'Italie est demeurée fidèle à cette noble conception. Sous l'oppression séculaire de l'étranger, qui interdisait toute vie politique, les Italiens se sont unis dans la fraternité du malheur, des souvenirs romains, de l'espérance et de l'amour pour la terre natale. Vis-à-vis des tyrans détestés, ils étaient tous égaux; la vie nationale étant impossible, ils se sont réfugiés dans le sanctuaire de la dignité humaine de l'individu, qu'aucun tyran ne peut violer.

Depuis que l'Italie est devenue une nation, qu'elle a des

ministres, des députés, des partis, et depuis que la grande industrie moderne a transformé les couches sociales et gravement accentué le contraste entre les riches et les prolétaires, la notion „démocratie“ s'est naturellement modifiée; mais le culte de la *gentilezza* n'en demeure pas moins, aujourd'hui encore, un trait caractéristique de la civilisation italienne. De là cette aisance admirable des rapports sociaux, dans la rue, dans les cafés, dans les salons, entre maîtres et serviteurs. Je sais bien qu'entre un duc et un plébéien la distance est marquée par les vêtements, par le titre, par certains usages de la langue; mais, pour le fond, les rapports sociaux s'inspirent certainement de la *gentilezza* traditionnelle. Je pourrais citer à ce sujet des exemples en quantité, des faits vécus et que je n'ai retrouvés en aucun autre pays. — L'Italien supporte fort bien à l'occasion un traitement un peu vif, il supporte la misère et bien d'autres choses; mais il ne souffre ni ne pardonne le dédain, qui froisse en lui la dignité humaine. C'est ce que l'étranger méconnaît souvent, ce que nous ignorons beaucoup trop en Suisse.

En Allemagne l'idée de démocratie a eu une évolution toute différente. La Révolution française n'y a pas été *vécue*, et l'unité nationale a même dû se faire contre la France, c'est-à-dire contre les principes de 1789. — Au XVIII^e siècle le „despotisme éclairé“ du Nord (Frédéric, Catherine) s'est inspiré de Voltaire et non point de Rousseau: il faut traiter le peuple avec justice, le bien nourrir, l'éduquer et le protéger paternellement. Cette conception persiste encore; elle se combine fort bien avec la bonté native de l'âme allemande, comme avec son amour de l'ordre, comme aussi avec la peur qu'ont les gouvernements de voir les pavés sortir de terre pour former des barricades; elle a été fortifiée et développée par le positivisme qui a dominé toute l'Europe depuis 1850 et qui a trouvé sa réalisation la plus systématique en Allemagne. Cette „Realpolitik“ ne connaît que les valeurs tangibles et sourit dédaigneusement des „immortels principes“; elle n'en a pas moins accompli, dans son domaine, des choses admirables: des lois d'assurance (maladies, accidents, retraites), un système d'impôts auprès duquel sont dérisoires tous les systèmes pratiqués dans la libre Helvétie, des sociétés de consommation, et, en général, l'exactitude et l'honnêteté exemplaires de toutes les administrations.

Ce sont là de véritables conquêtes démocratiques, dont la France aurait bien fait de s'inspirer; toutefois elles ont détourné l'attention de certains autres problèmes; il me suffit de rappeler en passant le système électoral prussien. — En Italie la démocratie est de nature surtout sociale ou morale, individuelle; en Allemagne elle est surtout de nature économique, et „organisée“ ou étatiste.

En Russie, en Angleterre, nous pourrions étudier d'autres formes encore de la démocratie; mais j'ai pour principe constant de ne parler que des pays que je connais par expérience personnelle.

C'est en France que nous retrouvons enfin la démocratie éminemment politique de la Grèce antique. La France est de beaucoup la plus ancienne nation de l'Europe moderne; c'est pourquoi elle est à l'avant-garde de l'évolution politique. Cela s'explique par des raisons géographiques, historiques, et surtout par la nature particulière de l'intellect français. Le Français est, plus que tout autre, l'homme des idées, le logicien qui voit peu les différences des époques et des peuples, qui croit à la raison éternelle et universelle, qui travaille toujours pour toute l'humanité, qui défend les „droits de l'homme“, et qui, dans sa foi ardente et généreuse, est prêt à tout sacrifier à ses idées. On comprend dès lors que le Français ait accordé peu d'attention aux problèmes économiques et qu'il se soit adapté trop peu aux exigences de la grande industrie moderne. D'autres questions l'absorbent davantage; il faut remarquer pourtant que son génie a su être, lui aussi, un génie organisateur; dans ce domaine le XVII^e siècle français a été, *mutatis mutandis*, ce qu'a été le XIX^e siècle allemand; aux grands noms de Richelieu, de Colbert, de Louvois, il serait facile d'en ajouter une douzaine d'autres; au XVIII^e siècle encore, les hommes de la Convention ont été des organisateurs de premier ordre; mais depuis la création grandiose de Napoléon, cette activité semble s'être assoupie et, dans cet ordre d'idées, le Français d'aujourd'hui nous apparaît souvent comme un conservateur, si ce n'est comme un arriéré. Même dans le domaine purement politique il supporte certains abus avec une patience qui nous étonne. C'est le côté ombre de l'idéalisme français. Cet idéalisme crée des valeurs nouvelles pour le monde entier et accorde dans son propre pays une place trop grande au formalisme. Qu'on le déplore, soit; mais qu'on n'oublie pas les luttes héroïques, les triomphes, les créations

de cet idéalisme; je rappelle ici l'affaire Dreyfus, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la philosophie de Bergson et toute cette jeune France dont Péguy fut un chef admirable et que l'Europe admire depuis dix-neuf mois! ¹⁾ C'est un jeu facile que de critiquer la France, surtout quand les journaux français en donnent l'exemple; mais quand on a enfin compris les grandes lignes de son histoire, quand on a senti le souffle héroïque de son idéalisme, toutes les critiques n'ont plus qu'une valeur très secondaire. On resterait fidèle à la France, même vaincue; mais on *sait* qu'elle ne sera pas vaincue; sa défaite serait celle de l'humanité. Malgré leurs gouvernements et les haines insufflées, les *peuples* étrangers devinent confusément cette fraternité; ils la proclameront un jour.

Après cette excursion rapide en divers pays, revenons en Suisse. *Notre* démocratie ²⁾ est, elle aussi, comme en Grèce et en France, de nature surtout politique. Pratiquement nous avons même développé ce principe beaucoup plus que les Français; au suffrage universel nous avons ajouté le droit de referendum (facultatif ou obligatoire) et l'initiative en matière législative. Ce qui est plus beau encore que nos droits, c'est l'esprit civique dans lequel nous les appliquons. Non pas que tout soit parfait chez nous; nous connaissons les „influences“ et les pressions; mais moins que d'autres pays. La conviction du vote de chaque citoyen, et la soumission loyale de la minorité à la majorité, voilà des faits admirables. La loi est la loi, c'est la base solide de notre démocratie. Le *Contrat social* de Rousseau répond si bien à notre esprit, que ceux-là même le réalisent qui ne l'ont jamais lu.

Il faut s'arrêter à ce grand nom de Rousseau. Sans l'esprit démocratique suisse, tel que l'avaient formé les cantons primitifs de la Suisse alémanique d'une part et Genève et Calvin d'autre part, J.-J. Rousseau n'existerait pas. Mais il n'existerait pas davantage sans Paris. C'est Paris qui a embrasé son génie, qui en a provoqué l'explosion. Sous l'influence de l'esprit français, Rousseau a fait de la démocratie helvétique un idéal nouveau et universel. Il a été le père de la Révolution; par là il a ouvert à la démocratie, en Suisse même, des destinées plus hautes. Si Rousseau

¹⁾ Je recommande l'étude du livre de Fouillée: *La démocratie politique et sociale en France*, Paris, Alcan; 2^{me} éd. 1910. Et les *Cahiers de la Quinzaine!*

²⁾ Voir mon article dans *Wissen und Leben*, 1^{er} novembre 1914.

n'avait pas approfondi et ennobli notre idéal, si grâce à lui l'ancienne Confédération n'était pas devenue la Suisse, nous n'aurions pas de raison d'être dans l'Europe moderne.¹⁾ Car l'indépendance n'a point de sens, si elle ne renferme pas un idéal agissant.

Je disais tout à l'heure que plusieurs réalisent le *Contrat social* sans l'avoir lu. Il faudrait néanmoins le lire et le méditer. On s'en tient beaucoup trop chez nous à *l'Emile*. Rousseau a déclaré lui-même que le *Contrat* est la clef de voûte de son œuvre entière; je suis sûr pourtant que la plupart de nos politiciens n'ont jamais ouvert ce livre prodigieux. — L'égalité de valeur entre citoyens, telle est la fiction héroïque sur laquelle repose la démocratie politique; il en résulte nécessairement une seconde fiction: la majorité a raison; *vox populi, vox Dei*. On s'est souvent moqué de ces fictions; on a appelé le *Contrat social* le „roman de la politique“ et *l'Emile* „le roman de l'éducation“. Mais je demande qu'on me cite un seul système social qui ne repose pas sur une fiction! La seule réalité sans fiction, c'est l'individu; les individus étant tous différents, toute communauté suppose une fiction; oui, même la famille! Le despotisme éclairé, la monarchie libérale, la république oligarchique, tous les gouvernements ont comme point de départ légal une fiction. Et le christianisme qui proclame l'égalité des hommes devant Dieu? De tous les systèmes politiques, c'est la fiction démocratique qui est la plus conforme à l'idéal chrétien et qui donne à l'être humain la plus grande dignité; c'est pourquoi je l'appelle héroïque. — Elle est éducatrice aussi, comme tout grand idéal. Chaque citoyen peut s'estimer, à l'occasion, plus compétent que son prochain; ce sentiment de supériorité s'efface pourtant devant un sentiment de fraternité; devant l'urne où nous déposons nos votes, nous sommes égaux comme les chrétiens devant Dieu; pour proclamer cette égalité, des générations entières ont versé leur sang; et chacun de nous apporte son sacrifice à cette foi; or la foi est comme l'amour: elle s'ennoblit par les sacrifices qu'on lui fait.

De là cette soumission loyale à la majorité, que tant de commentateurs du *Contrat social* n'ont pas su comprendre; ils y voient une brutalité, tandis qu'elle est pour nous une vérité vécue.

¹⁾ Je touche ici, en peu de mots, à une question essentielle qu'on n'a pas encore assez vue et qu'il faudrait étudier à fond.

Certes, nous voyons les défauts, les dangers du système; mais aucun vrai Suisse ne songe à supprimer le système; il veut l'améliorer peu à peu.

A voir les choses dans cet ensemble, on distingue nettement la collaboration des Welsches et des Alémanes¹⁾: un échange d'idées et de réalisations pratiques, la combinaison variable et souvent heureuse d'un individualisme idéaliste un peu tumultueux avec un étatismes souvent trop préoccupé des valeurs matérielles. Ce que nous avons à trouver ensemble, non point par des compromis, mais par une plus grande pénétration réciproque, c'est une notion plus exacte de l'autorité; car l'autorité est aussi nécessaire dans la démocratie que dans la monarchie, mais elle est d'un autre genre: elle n'est point imposée du dehors, elle résulte spontanément de la conscience civique. C'est le grand problème de la discipline.

Il importe que chaque citoyen se considère comme un gardien de la loi qu'il a faite lui-même, par laquelle ses droits sont à la fois limités et protégés. Cette communion intime du citoyen avec la loi, qui est l'âme de l'Etat, nous distingue précisément de tous nos voisins et constitue notre unité morale. Nous admirons et envions telles institutions, telles traditions de nos divers voisins; d'où vient que nous nous sentons pourtant chez eux des étrangers, non sans quelque malaise? C'est que l'individu n'y a pas dans le tout la même place, la même signification que chez nous. Je ne prétendrai pas (bien que ce soit mon „sentiment“) que notre système soit le meilleur; mais c'est *le nôtre*, celui dans lequel nous avons grandi, le seul qui nous convienne désormais. Et ce „sentiment“, que nous avons tous, prouve notre unité nationale mieux que toutes les théories.

Il appartient aux historiens et aux juristes de dire l'évolution et les éléments divers de notre démocratie.²⁾ Je me contente de rappeler que la montagne et la plaine, les campagnes et les villes, les Germains et les Latins y ont collaboré; et que notre démo-

1) Depuis quelques semaines certains Confédérés ont essayé de protester contre les mots Alémanes, Suisse alémanique. Mais s'il nous plaît d'être des Welsches, nous avons aussi le droit de donner à nos Confédérés tel nom qui nous plaît, surtout s'il est, dans notre pensée, un éloge au mérite et à la fidélité.

2) M. Fleiner l'a fort bien fait dans son discours d'installation, publié ici même.

cratie, née dans les cantons primitifs, a trouvé chez Rousseau, le Genevois, son théoricien le plus génial. Tant que nous sommes d'accord sur le principe essentiel, les différences d'interprétation et d'application ne sont pas un danger, mais un enrichissement et un élément de vie.

Mais, précisément, l'esquisse que je viens de faire n'est-elle pas un peu idéalisée? N'est-elle pas un souvenir ou une espérance, plutôt qu'une réalité actuelle? Sommes-nous encore d'accord sur le principe essentiel?

Dans l'Europe entière nous assistons depuis une trentaine d'années à une décadence des mœurs politiques, des Parlements et du journalisme. On en a attribué la responsabilité à la démocratie qu'on appelle dédaigneusement la médiocratie. C'est une erreur profonde; la cause de cette décadence est dans une orientation générale des esprits, dans la philosophie positiviste, dont Charles Secrétan signalait le danger avec une perspicacité admirable, vers 1850 déjà, dans sa *Philosophie de la liberté*.

A cette cause générale se sont ajoutées encore, chez nous, des raisons particulières: les influences contradictoires des mœurs politiques françaises et allemandes (esquissées plus haut); les égoïsmes régionalistes, fortifiés par les „souverainetés“ cantonales; la théorie pseudo-scientifique des races, qui n'est nulle part aussi funeste que chez nous; et la querelle des langues, son lamentable corollaire. C'est ainsi que, oublieux de l'*idéal* national, les Welsches et les Alémanes se sont éloignés les uns des autres, en disjoignant des forces dont l'union avait réalisé de si grandes choses.

Toutes les minorités souffrent d'une susceptibilité malade; la Suisse, si petite, est susceptible à l'endroit de ses voisins; et la Suisse romande l'est encore à l'endroit de la Suisse alémanique. A cette méfiance fédéraliste s'ajoute un autre fait: les Welsches, assez semblables en cela aux Français, n'ont pris qu'une part assez faible au développement de la grande industrie, et sans doute ils ne voient pas assez l'importance de certains faits économiques. D'où enfin leur collaboration insuffisante à une série d'œuvres nationales où ils devraient au contraire s'affirmer avec ténacité. Je pourrais citer ici une série de faits où l'on constate cette grève de l'indifférence ou du dépit. Or, *les absents ont tort* . . .

La Suisse alémanique a péché par l'excès contraire; quelles

que puissent y être les sympathies personnelles, elle a subi dans son ensemble, et très fortement, l'influence de la Realpolitik allemande; jusque dans la vie privée c'est une préoccupation constante du bien-être matériel, au détriment des idées, des principes, de la vie intérieure. Ce n'est certes pas un hasard qu'on ne trouve *jamais* un Suisse pour repourvoir les chaires de philosophie à Zurich, à Bâle et à Berne! Il y a dans ce seul fait une preuve évidente d'un appauvrissement de l'idéal. La Suisse alémanique, qui connaît si bien la littérature et la peinture romandes, qui leur est si accueillante, ignore les penseurs romands: le *Contrat* de Rousseau, et Vinet, et Secrétan, et Naville. C'est pourquoi elle comprend si mal l'idéalisme romand; elle ne voit que les gestes de quelques excités, elle ne devine pas les valeurs immortelles de certains efforts moraux. De là les affirmations naïves et grotesques de tels politiciens, tout bouffis d'un autoritarisme facile.

La compréhension politique, dans le vrai sens du mot, s'est donc abâtardie précisément dans les milieux politiques. Si les Welsches en reviennent aujourd'hui aux principes, leur autorité n'en souffre pas moins d'une longue indifférence et d'un fédéralisme stérile; et quand les Alémanes invoquent la discipline passive et les lois économiques, ils semblent ignorer qu'une jeune Allemagne évolue depuis quelques années vers un tout autre idéal. — La dernière discussion du Parlement s'est terminée par un vote qui est certes réjouissant, mais qui ne doit pas nous tromper sur sa valeur réelle; cette unité témoigne d'un effort louable, toutefois elle n'est encore qu'un compromis; il nous faut mieux que cela: *la compréhension*.

Peut-on croire que les Suisses oublient jamais leur démocratie *politique*? Cela est impossible. Que l'aisance matérielle suffise aux peuples habitués à la monarchie, soit; mais quand on a bu le lait âpre et sain de certaine liberté, tout autre breuvage est insipide. Nous savons que le bonheur plus grand n'est point dans un perfectionnement infini des biens matériels; il est dans la création toujours renouvelée des âmes . . .

En me ralliant ainsi, entièrement, à l'idéal de Rousseau, je sais que le *peuple* suisse pense et sent de même. De là mon optimisme, et de là aussi l'appel à la discipline démocratique, qui ne vient pas du dehors, mais qui est dictée par la conscience.

Cette discipline signifie collaboration énergique, et responsabilité de chaque citoyen, et respect des lois établies, et préparation de lois meilleures, et conscience de la mission nationale, qui seule nous donne une raison d'être en Europe.

L'indépendance et la neutralité ne sauraient nous suffire; elles ne sont qu'une cuirasse dans laquelle il nous faut une âme agissante, créatrice de valeurs nouvelles.

Souvent déjà j'ai cité certaine parole de Vinet; j'y reviens encore, parce qu'elle contient tout l'idéal de notre démocratie. Vinet a dit: *Je veux l'homme maître de lui-même, afin qu'il soit mieux le serviteur de tous.* Maître de lui-même, c'est-à-dire indépendant des volontés étrangères, mais aussi et surtout dominateur de ses propres instincts. Et le serviteur de tous, c'est-à-dire conscient de son auguste mission dans une humanité qui monte de la matière à l'idéal.

ZURICH

E. BOVET



BLÜTEN

Von BERTHA VON ORELLI

So schön wie's noch in keinem Frühling stand,
Umwogt mich heut' das blütenreiche Land.
In diesen sonnenreichen Wundertagen
Hofft fröhlich jeder Kelch, einst Frucht zu tragen.
O welch ein Segen, alle diese Blüten!
Ein gütig Morgen möge sie behüten!

Ich preis' dich glücklich, kleiner Apfelbaum!
Wie selig ist dein rosenroter Traum!
Was nicht zu hoffen wagt ein Menschenleben,
Willst du in einem einz'gen Jahre geben!
O welch ein Segen, alle diese Blüten!
Ein gütig Morgen möge sie behüten!

